



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/47/L.86
10 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 78 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Projet de résolution présenté par la Vice-Présidente
de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), à
l'issue de consultations officielles sur le projet
de résolution A/C.2/47/L.10

Transfert net de ressources entre pays en développement
et pays développés

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions S-18/3 du 1er mai 1990, contenant la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et 45/199 du 21 décembre 1990, contenant la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant ses résolutions 44/232 du 22 décembre 1989, relative aux tendances du transfert de ressources à destination et en provenance des pays en développement et leurs incidences sur la croissance économique et le développement soutenu de ces pays, et 45/192 du 21 décembre 1990, relative au transfert net de ressources de pays en développement aux pays développés, ainsi que les résolutions 1989/112 et 1990/56 respectivement adoptées par le Conseil économique et social le 28 juillet 1989 et le 26 juillet 1990,

Rappelant aussi sa résolution 43/197 du 20 décembre 1988 et Action 21 adoptée à Rio de Janeiro en juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, traitant de la réalisation des engagements pris à l'échelon international en matière d'aide publique au développement 1/,

1/ Voir A/CONF.151/26 (vol. I), annexe II.

Prenant acte de l'étude sur L'économie mondiale, 1992 2/, notamment du chapitre IV, intitulé "L'épargne, l'investissement et le transfert international de ressources", et du rapport du Secrétaire général sur le transfert net de ressources de pays en développement aux pays développés 3/,

Convenant que la communauté internationale se doit d'appuyer vigoureusement, en créant un environnement économique international favorable, les efforts que les pays en développement font pour résoudre leurs graves problèmes économiques et sociaux,

Notant que le transfert net des ressources aux pays en développement a été positif ces deux dernières années et que son avenir dépend d'un climat économique international favorable ainsi que des efforts nationaux,

Préoccupée par l'insuffisance des ressources dans la plupart des pays en développement durant les dix dernières années, en particulier par le manque d'épargne et d'investissement, qui font que les ressources financières à consacrer au développement font gravement défaut aux pays en développement,

Notant l'heureuse issue de la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi que l'esprit de multilatéralisme dans lequel elle s'est déroulée et qu'on retrouve dans le document final "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Cartagena" 4/,

Considérant que les grands pays industrialisés, dont l'influence pèse très lourd sur la croissance économique mondiale et sur l'environnement économique international, devraient redoubler d'efforts pour susciter une croissance soutenue et réduire les déséquilibres, de manière que les pays en développement soient mieux à même de faire face aux principales difficultés qu'ils rencontrent en ce qui concerne les moyens financiers, le financement, les apports de ressources, le commerce, les produits de base et l'endettement extérieur,

Notant l'appel lancé par le Groupe des sept grands pays industriels lors du Sommet de Munich, en faveur d'un examen intégral des options possibles pour la période suivante de la Facilité d'ajustement structurel renforcé du Fonds monétaire international, y compris le renouvellement de cette facilité 5/,

2/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.C.1 et rectificatifs.

3/ A/47/404.

4/ TD/364, première partie, sect. A.

5/ Voir A/47/375-S/24429, annexe I.

1. Souligne la nécessité d'efforts internationaux accrus pour fournir des ressources suffisantes propres à assurer la relance de la croissance économique et d'un développement soutenu dans les pays en développement, compte tenu des recommandations ci-après :

a) Les pays développés devraient envisager d'accroître leurs flux financiers vers les pays en développement afin d'aider ceux-ci dans leurs efforts de diversification et d'ajustement, notamment par une expansion des crédits multilatéraux, par des investissements étrangers directs et par un accroissement de ressources concessionnelles et non liées à la dette;

b) Les pays en développement dont l'épargne et les apports extérieurs de ressources sont insuffisants devraient, le cas échéant, prendre à l'échelon national des mesures économiques favorables à la formation de capital, notamment, accroissement de l'épargne nationale et de l'investissement et mise en valeur des ressources humaines;

c) Les gouvernements des pays développés et des autres pays en mesure de le faire devraient favoriser des apports suffisants de ressources aux pays en développement, compte tenu des cas ci-après : ceux d'entre eux qui se sont réengagés à accroître le montant de leur aide publique au développement pour qu'il corresponde à 0,7 % de leur produit national brut, taux préconisé par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas encore atteint ce taux, s'efforcent d'accroître leurs programmes d'aide afin d'atteindre ce niveau le plus rapidement possible; certains décident de parvenir à ce but d'ici à l'an 2000; d'autres, toujours soucieux d'appuyer les efforts de réforme dans les pays en développement, conviennent de tout faire pour accroître le montant de leur aide publique au développement;

d) Les pays développés devraient accélérer les négociations en vue d'une dixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement;

e) Etant donné que, dans un grand nombre de pays en développement, le fardeau de la dette et le service de la dette constituent un grave obstacle à la relance de la croissance et au développement, il faudrait trouver d'urgence une solution au problème de l'endettement extérieur de ces pays;

f) Les gouvernements devraient favoriser un système commercial international plus ouvert, plus libre, plus équitable et mieux discipliné afin de faciliter l'accès aux marchés, en particulier pour les exportations des pays en développement de manière à accroître leurs recettes d'exportation et ils devraient à cet égard s'employer d'urgence à assurer le succès et une conclusion équilibrée des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay;

g) Les producteurs et consommateurs de produits de base devraient chercher à renforcer encore leur coopération et envisager une participation active aux arrangements et accords internationaux de produits compte tenu des tendances du marché afin de parvenir à une coopération internationale plus efficace dans ce domaine;

/...

h) Tous les gouvernements, notamment ceux des pays développés, devraient collaborer plus étroitement en vue d'assurer une plus grande stabilité des marchés financiers, de réduire le risque d'une crise financière (découlant par exemple de fluctuations des taux de change) et de favoriser un système financier international plus propice à une croissance économique stable;

i) Tous les gouvernements, en particulier ceux des pays développés, devraient prendre des mesures appropriées pour créer un environnement économique international visant à stabiliser et abaisser les taux d'intérêt réels et à réduire le caractère aléatoire des flux financiers;

j) Tous les gouvernements, notamment ceux des pays développés, devraient s'efforcer de rendre plus efficace la surveillance multilatérale visant à corriger les déséquilibres extérieurs et budgétaires de manière à assurer l'expansion des investissements et des échanges multilatéraux, en particulier vers les pays en développement;

2. Prie le Secrétaire général de continuer à suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés, d'utiliser tous les rapports appropriés tels que ceux de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des banques régionales et de rendre compte à ce sujet dans l'Etude sur l'économie mondiale 1993; et prie en outre le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-neuvième session de l'application de la présente résolution.
